



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

DÉPARTEMENT DU CALVADOS

## **ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**Arrêté N°42 /2023 remplacement temporaire taxi relais suite à une panne**

**Arrêté n° 113/2022 en date du 7 novembre 2022**

**portant réglementation en matière de circulation et de stationnement des taxis**

**Le Maire de la commune de Grandcamp-Maisy**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2213-2, L2213-3, L. 2213-33 et L. 5211-9-2 ;

VU le code des transports et notamment les articles L. 3120-1 à L. 3121-12 et R. 3120-1 à R. 3121-23 ;

VU le code de la route ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;

VU le décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

VU le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes ;

VU l'arrêté préfectoral DCL-BDCIV-21 014 du 9 décembre 2021 portant réglementation sur les taxis dans le département du Calvados ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 16 juin 2021

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures de nature à assurer la sécurité, le bon ordre et la commodité du passage dans les voies publiques, qu'il convient dans ce but de réglementer le stationnement et de limiter le nombre des voitures en stationnement sur lesdites voies,

### **ARRÊTE**

**Article 1er :** Le nombre d'autorisation de stationnement de taxi offertes à l'exploitation est fixé à 1  
Si un besoin économique ou démographique nouveau est manifeste sur la commune, ce nombre pourra être modifié par arrêté municipal après avis de la commission locale des transports publics particuliers de personne.

**Article 2 :** La délivrance, le renouvellement et le retrait de chaque autorisation de stationnement font l'objet d'un arrêté municipal. Quiconque souhaite mettre en circulation et faire stationner un véhicule taxi sur le territoire de la commune doit au préalable obtenir l'avis du maire.

**Article 3 :** L'augmentation du nombre d'autorisations de stationnement offertes à l'exploitation ainsi que le retrait définitif d'une autorisation de stationnement ou son non-renouvellement donnent lieu, dans un délai de

trois mois, à la délivrance de nouvelles autorisations dans les conditions prévues au III de l'article R. 3121-13 du code des transports.

**Article 4 :** L'autorisation de stationnement délivrée postérieurement à la promulgation de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 est incessible et a une durée de vie de 5 ans. Elle demeure renouvelable dans des conditions fixées par décret.

Elle est délivrée en fonction de la liste d'attente ouverte en mairie.

**Article 5 :** L'autorisation de stationnement délivrée avant la promulgation de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 continue à être cessible à titre onéreux dans les conditions antérieures.

**Article 6 :** Le taxi doit stationner en attente de clientèle dans la commune de Grandcamp-Maisy, place de la république, il peut toutefois stationner dans les communes où il a fait l'objet d'une réservation préalable.

**Article 7 :** L'autorisation de stationnement donne lieu à la perception par la commune de Grandcamp-Maisy de 300 euros d'un droit de place annuel dont le montant est fixé par le conseil municipal. Ce droit est dû, en totalité quelle que soit la durée effective de l'exercice de la profession au cours de l'année considérée.

**Article 8 :** Lorsque l'autorisation de stationnement n'est pas exploitée de façon effective et continue, ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire du contenu de cette autorisation ou de la réglementation applicable à la profession, il sera adressé un avertissement au titulaire de cette autorisation de stationnement ou procédé à son retrait temporaire ou définitif.

**Article 9 :** Tout changement de véhicule ou de domicile doit être déclaré auprès de l'autorité municipale.

**Article 10 :** Les exploitants devront fournir à l'autorité municipale, chaque année et à chaque changement de véhicule, une copie de l'attestation de l'assurance, couvrant de façon illimitée, les personnes transportées et les tiers.

**Article 11 :** Le Taxi RENAULT Scénic étant immobilisé depuis vendredi 9 juin 2023 suite à une panne et mis en réparation dans le garage RENAULT, 3 rue pasteur, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIRE , celui-ci est remplacé temporairement depuis mercredi 14 juin 2023 par un taxi relais de marque TOYOTA CAMRY immatriculation FH 965 EV appartenant au Garage GCA Caen 77/79 route de Paris, 14120 MONDEVILLE .

**Article 12 :** Indépendamment des poursuites judiciaires susceptibles d'être exercées à l'encontre des exploitants et conducteurs de taxis, les intéressés qui ne se conformeraient pas aux dispositions du présent arrêté s'exposent aux sanctions suivantes :

- avertissement au titulaire de l'autorisation,
- retrait temporaire de l'autorisation d'exercer sur le territoire de la commune,
- retrait définitif de l'autorisation d'exercer sur le territoire de la commune.

**Article 13 :** Monsieur le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chaque titulaire d'autorisation de stationnement et adressé en copie à la préfecture et à la direction départementale de la sécurité publique / à la brigade de gendarmerie concernée.

**Article 14 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse aux recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Grandcamp-Maisy, le 14 juin 2023

Le maire, Eric POISSONNIERE

